

Le regroupement des Jeunes Progressistes n'est pas seulement POSSIBLE mais NECESSAIRE

La jeunesse est durement frappée par la politique de la bourgeoisie préparant sa guerre. Elle supporte le plus grand poids de cette politique. C'est elle que l'on encasernait pendant 18 mois, que l'on voudrait encaserner pendant 2 ans et envoyer en Indochine... C'est elle qui est surexploitée dans les usines, qui ne voit comment vivre dans un monde qui ne lui propose que l'engagement pour des guerres coloniales comme solution à ses difficultés.

La jeunesse n'accepte pas le sort qui lui est fait. Elle est prête à se battre. Elle l'a montré en étant à l'avant-garde des combats revendicatifs, en luttant pour le collectif à 50 %, en luttant contre les 18 mois.

Ce qui l'empêche de se grouper et d'asséner des coups décisifs à la bourgeoisie, c'est la sensation qu'elle a de se battre pour d'autres intérêts que les siens; pour Moscou ou pour Washington. Et c'est pour leur avenir que les jeunes veulent se battre; ils sont prêts à chasser Eisenhower, mais ne tiennent nullement à le remplacer par Rokossowski.

Ce besoin d'indépendance à l'égard des deux blocs, indépendance nécessaire pour mener le combat victorieux contre notre ennemi principal: la bourgeoisie française, est confusément ressenti par la majorité des jeunes. Certains d'entre eux ont fait l'expérience de cette indépendance et de son efficacité dans les luttes: les jeunes qui ont participé à la création de comités de lutte contre les 18 mois, les étudiants qui librement unis ont chassé les fascistes du Boul'Mich, tâche de salubrité nécessaire que les étudiants communistes n'avaient pu accomplir. D'autres jeunes travaillent de manière plus précise à construire des courants indépendants, à résoudre par eux-mêmes leurs problèmes: les E.D.F. qui forment le bloc Route Nouvelle, les Ajistes rassemblés autour de « L'Unité Ajistes », les anciens brigadistes en Yougoslavie. Ceux-ci semblent à l'avant-garde des courants à la recherche d'une véritable indépendance. Cela se comprend: la base même du courant brigadiste étant l'indépendance à l'égard des deux blocs. Partir en Yougoslavie en juin 1950, c'était manifester de façon claire son refus d'accepter les ordres de Moscou et de Washington. C'est pour avoir

le droit de se déterminer librement, de penser par eux-mêmes, que les brigadistes ont résisté à la campagne de violences et de calomnies engagée contre eux. Dès leur retour, les brigadistes ont posé, dans leur journal « La Brigade », les problèmes propres à la jeunesse française. Peu à peu, démocratiquement, dans l'esprit de leur enquête sur la Yougoslavie, ils ont pris position contre le racisme, les 18 mois, le colonialisme. Ils ont un rôle à jouer dans un regroupement souhaitable et nécessaire de toutes les forces de la jeunesse progressiste. Les problèmes qu'ils se sont posés exigent pour être résolus une organisation autre qu'une « Association d'Anciens... ». Pour que le développement des Brigades n'aboutisse pas à une impasse, il faut une organisation révolutionnaire de jeunes.

Pour sa part, le M.R.J. est prêt, sans sectarisme de mouvement, à prendre part à un large regroupement de la jeunesse, pourvu qu'il se fasse sur des bases anticapitalistes, contre les 18 mois, contre la guerre d'Indochine, pour les revendications de tous les jeunes exploités.

T. LAFOND.

Ce que disent les autres ...

La guerre étant une nécessité économique pour l'impérialisme, le moyen par lequel il pourra surexploiter les masses, sa propagande tente de préparer les peuples à cette monstrueuse fatalité. Mais ceux-ci ne se laissent pas entraîner aussi facilement que l'eut souhaité le capitalisme international, les belles images d'Épinal sur la grandeur nationale n'enthousiasment plus la jeunesse. On voudrait lui démontrer qu'un ennemi la menace, pour pouvoir lui faire accepter une nouvelle boucherie, source de nouveaux profits pour les trusts mondiaux. C'est ce que cyniquement déclare R. Escarpit dans « Le Monde »:

Il manque à notre unité nationale le solide ciment de la haine. Aussi je propose qu'on désigne au plus tôt un ennemi officiel qui fasse l'unanimité du pays.

L'adjudication est ouverte. Quel littéraire, quel cinéaste, nous campera la silhouette de notre ennemi? Quand on l'aura trouvé il faudra couvrir les murs de sa face grimaçante, faire grincer sa voix abhorrée sur les ondes et raconter aux enfants ses méfaits de croque-mitaine.

Et alors nous connaissons de nouveau l'euphorie de ce qu'on appelle les grandes nations.

A cette question, les torchons fascistes « Contre-Révolution » et « Liberté du Peuple » ont répondu: le juif! et l'officine gouvernementale « Paix et Liberté »: le communiste! Quant aux travailleurs, devant une telle propagande, ils sauront reconnaître leur véritable ennemi: « la bourgeoisie ».

En attendant le conflit généralisé, les impérialistes américains, en Corée, et français, en Indochine, s'en donnent à cœur-joie contre les peuples luttant pour leur indépendance. L'armée de l'O.N.U. pour « libérer » la Corée emploie les moyens appropriés à ses fins. Napalm, terre brûlée, massacre de civils, etc...

Charles Farrel, dans « Le Monde », sous le titre « Le civil est-il un objectif militaire? » reconnaît le résultat et la pratique de telles méthodes.

De ce que fut un village, on ne découvre plus sous la neige que l'aire refroidie d'un campement abandonné. De ce que fut une ville on s'en fait quelque idée par l'alignement des pans de murs déchiquetés et l'enchevêtrement des débris de ferrailles surmontés parfois d'une pancarte ironiquement intacte: « Thanks to U.N. forces. »

Ils sont nombreux les pilotes américains qui ne voient pas la jeune fille coréenne. Ils ne

voient dans leur mission de guerre que la tâche sportive de cracher des flammes, et ils disent: « Aujourd'hui nous avons fait du bon boulot », puisque c'est effectivement le boulot qu'on leur demande (souligné par nous).

Quant au gouvernement français, il vient de claironner l'« indépendance » du Viet-Nam de Bao-Dai. Mais Jean Eparvier, dans « France-Soir », semble se douter avec nous de la nature de cette indépendance:

Au moment où nous reconnaissons solennellement l'indépendance vietnamienne, l'école coloniale continue à faire mâtrer ses promotions « Indochine ». D'autres paradoxes existent, plus frappants encore, jusqu'à rendre la situation difficilement compréhensible.

Et l'on comprend encore mieux les doutes de ce reporter lorsqu'on lit dans le récit de son enquête en Indochine ces quelques exemples prouvant le caractère colonialiste de la guerre qui ensanglante le pays:

Avec les menaces de guerre, les cours sont remontés de façon vertigineuse. Vers le 15 décembre dernier, le prix de 30 piastres au kilo fut atteint sur le marché de Singapour. Depuis, il est retombé à 24, puis remonté à 27. C'est un cours si rémunérateur qu'il justifie tous les risques et les nouveaux investissements que, malgré l'incertitude actuelle, les planteurs n'hésitent pas à financer.

M. Tran Van Huu cumule quatre ministères. Cet ancien chef de service du Crédit Foncier a toujours vécu dans notre sillage. Il est habile et manœuvrier, il passe pour être l'homme des banques et des grands propriétaires fonciers cochinchinois. Nommé par l'empereur Bao Dai, il n'est pas élu et l'on peut se demander jusqu'à quel point vingt millions de vietnamiens le considèrent comme leur représentant qualifié.

C'est pour servir une telle cause que le gouvernement augmente la durée du service militaire et espère envoyer des jeunes du contingent en Extrême-Orient. C'est afin de poursuivre cette politique criminelle que Pleven et sa clique commencent par instaurer en France un régime d'arbitraire sous le prétexte de lutte contre le péril russe. Aussi le « Monde Ouvrier » du 3-2 dénonce ces manœuvres:

Suite page 4

POUR OUVRIR LES FACULTES aux Jeunes Ouvriers

PRESALAIRE !

Il y a aujourd'hui danger de noyautage fasciste à l'Union Nationale des Étudiants (le nouveau secrétaire général avait demandé l'an dernier la suppression de la Charte de Grenoble, charte aux principes antifascistes). L'union de tous les étudiants est ici nécessaire pour combattre l'action du R.P.F. et de la néo-Action Française. Cette union doit d'abord se réaliser dans la lutte pour le présalaire.

Cette lutte permettra de regrouper tous les étudiants progressistes et leur permettra d'apprécier les fascistes à leur juste valeur. Mais cela n'est qu'un aspect de la lutte pour le présalaire. Car, en fait, si le présalaire est obtenu, le problème fondamental du syndicalisme étudiant sera résolu. Pourquoi le syndicalisme étudiant est-il si faible? Pourquoi une grande partie des étudiants s'en

désintéresse-t-elle? Pourquoi l'A.F. et le R.P.F. peuvent-ils triompher à l'U.N.E.F.? Si ce n'est à cause de la composition sociale des universités: 2% seulement des étudiants de l'enseignement supérieur appartiennent à la classe prolétarienne.

Nous exigeons le présalaire qui permettra aux jeunes de la classe laborieuse de pouvoir s'instruire en toute indépendance sans oublier la défense des intérêts de leur classe qui donnera à de nombreux étudiants une vie décente et qui même permettra aux jeunes issus de la classe bourgeoise de se détacher de leur classe et de se ranger du côté de la révolution. Les universités sont les bastions du capitalisme où la bourgeoisie française forme ses « élites ». Le présalaire aidera à ébranler un peu plus l'édifice écroulant de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Union de tous les étudiants contre le fascisme, pour le présalaire, pour un syndicalisme révolutionnaire.

BRUGES.

Au moment de porter le journal à l'imprimerie nous apprenons que le gouvernement a l'intention de réduire pour 1951 de 500 à 200 millions le versement de l'Etat à la mutuelle nationale des Étudiants de France qui gère la Sécurité Sociale des étudiants.

Le premier gros avantage obtenu par les étudiants est mis en péril. Tous les étudiants tiennent beaucoup à leur Sécurité Sociale. A la protestation et aux menaces de grève qu'envisage l'Union Nationale ils doivent tous s'associer dans la plus large union.

B.

Les crédits de MORICE : Oui !

Dans Le Routier, dernièrement, les E.D.F. représentaient le pauvre ajiste nageant dans les initiales de ses mouvements successifs et ne sachant vraiment pas où aborder. Ce simple dessin est plus éloquent qu'un rapport. D'autant que les dirigeants de l'ajisme qui, pas plus que les militants ne savent où ils vont, n'ont fait que reprendre à leur compte un tel dessin plutôt que d'y riposter.

La situation n'est pas plus belle dans le mouvement de Marc Sangnier et il y a fort à parier que les dirigeants de la Fédération Française certainement plus habiles manœuvriers sont eux aussi empêtrés dans des bagarres entre stalinien et cléricaux.

Tout cela détourne les jeunes des Auberges, profite aux mouvements bourgeois de l'ACJF qui se taillent une bonne part dans le patrimoine ajiste qu'ils ont été incapables de constituer et profite par contre-coup à M. Morice, ministre, qui jouant de la division joue un rôle assez mal défini d'arbitre qui ne veut pas arbitrer.

Tout cela n'est que la répercussion du recul général de la combativité ouvrière (ce n'est pas le lieu de le démontrer dans cet article et de l'offensive actuelle de la bourgeoisie dans le domaine restreint des A.J.).

Quand la classe ouvrière voit ses combats rendus plus diffi-

cile par la division syndicale, quand l'offensive bat son plein contre les nationalisations ou la Sécurité Sociale on ne peut espérer que toutes facilités seront données aux usagers pour gérer eux-mêmes leurs A.J. On doit au contraire s'attendre à voir surgir des formes étati-

Les Bonzes : NON !

ques d'organisation. (C'est pourquoi, par exemple, il est stupide de penser que les ajistes obtiendront le départ des représentants de l'Etat dans la F.N.A.J.)

Devant une telle situation, et c'est ce que les révolutionnaires conséquents expliquent aux ajistes depuis six mois, on ne peut prévoir qu'une stratégie de combat en retraite destinée non pas à faire triompher l'ensemble des conceptions de gestion directe, d'indépendance, de démocratie, etc..., mais bien destinée à empêcher le triomphe des adversaires en préservant l'essentiel, à savoir l'esprit révolutionnaire du mouvement, son indépendance idéologique en face de l'Etat bourgeois. Quels doivent être ces paliers successifs de recul, jusqu'où doivent-ils aller? Autant de problèmes qui n'ont de solutions que dans les faits courants.

Après le Congrès National,

une direction de la Région Parisienne habile aurait pu obtenir le maintien intégral des activités CLAJPA et pratiquement sauvegarder ainsi l'indépendance des activités en acceptant la FNAJ gestionnaire des bâtiments.

Il est possible que dans trois mois ou dès maintenant en Province des groupes Fédération soient créés. Il faudra alors

prévoir une autre position de recul (en fait revenir au point de départ des usagers des auberges en 1938), les comités de coordination d'usagers.

Mais quelle que soit la tactique à adopter les deux buts qui sont d'ailleurs étroitement liés restent: s'opposer à l'ingérence idéologique de l'Etat dans les activités et l'éducation des jeunes et unifier le mouvement ajiste.

Changer d'organisation, scissionner, créer d'autres organisations ne peut que prouver un manque de sens politique et un grand désarroi. Cela ne résoud rien.

Définir une position claire et lutter pour la défendre tout en construisant des activités, telle doit être l'attitude des jeunes militants révolutionnaires partout où ils se trouvent dans les Auberges.

R. BALLOSSIER.

JEUNESSE 51

Attendre 50 ans pour gagner de quoi VIVRE

« Il paraît qu'au gouvernement ils s'intéressent à la jeunesse », nous a dit un jeune dessinateur avec qui nous avons discuté et qui a bien voulu que nous fassions paraître ce qu'il nous a déclaré. « Ils s'y intéressent même tout particulièrement. Les dix-huit mois pour commencer et ce n'est certainement pas fini car tout doucement ils commencent à parler des deux ans. »

Patrons et gouvernement cela est bien la même chose: pour nous préparer des lendemains qui chantent ils s'y entendent.

Moi je suis dans une entreprise où il n'y a presque pas d'ouvriers. Ce sont des sous-traitants qui fabriquent le matériel qui y est commandé. Je suis dans un bureau de dessin où il y a beaucoup de jeunes. Il y en a un qui vient de rentrer avec son C.A.P. de dessinateur exécution. Normalement il devrait gagner, d'après les derniers accords patrons-syndicats pour les mensuels, 23.000 fr. Le patron l'a engagé à 15.000, parce qu'il est débutant. Le gars a fait plusieurs maisons: partout c'est pareil.

Tous les salaires sont à l'ave-

nant, sauf à partir du chef de bureau qui se fait dans les 75.000 par mois. Et c'est lui qui vient nous raconter que pour lui ça a commencé de la même manière, que nous n'avons pas à nous en faire et qu'il faut savoir attendre.

Attendre 50 ans pour gagner de quoi vivre, voilà la solution de ces messieurs. Bien beau encore si on ne va pas se faire tuer avant.

Je parle souvent de cela au copain qui travaille à côté de moi. Lui il est plutôt dégoûté par la politique. « Il y a trop de partis, trop de syndicats », me dit-il. Dans le fond, je crois qu'il a raison. Les partis et les syndicats se bouffent le nez et pendant ce temps les 40 heures ne sont plus qu'un souvenir. Les 18 mois sont volés, il est de plus en plus difficile de trouver du travail, etc., etc.

Nous en avons assez des scissions, des accommodements, des re-scissions!

Un seul syndicat avant tout, sans ça les patrons et leur gouvernement nous passeront dessus!